

**1982 : BEGIN MANIPULÉ  
PAR SHARON ?**

Menahem Begin fut élu pour un second mandat de Premier ministre en 1981. Il confia le portefeuille de la Défense à Ariel Sharon qui entreprit de lancer l'idée de constituer un « triangle de la paix » autour d'Israël, avec l'Égypte au sud, la Jordanie à l'est et le Liban au nord.

Selon le plan de Sharon, le Liban serait débarrassé de l'OLP et les chrétiens reprendraient le contrôle de leur pays mixte.

(...) L'enjeu d'Israël au Liban était lié à la présence de l'OLP dans ce pays. Après l'opération « Septembre noir de 1970 », les forces de l'OLP expulsées de Jordanie s'étaient installées au Liban. Au milieu des années 1970, l'OLP était devenue un État dans l'État au Liban, disposant de sa propre armée, de son système fiscal, de sa police, de son système judiciaire, de ses écoles et de ses services de santé. (...) Une fois consolidée, l'OLP intensifia ses bombardements du nord d'Israël.

(...) En mars 1976, le parti maronite de la Phalange sollicita l'aide d'Israël. Le Premier ministre Yitzhak Rabin accepta, par la suite, de vendre des armes aux maronites dirigés alors par Bachir Gemayel. Les autorités militaires d'Israël étaient divisées. Le service de renseignement de l'armée se méfiait des maronites et restait sceptique quant à leurs engagements ; le Mossad était favorable à une alliance.

Menahem Begin penchait en faveur de l'approche du Mossad et la mit en œuvre lorsqu'il devint Premier ministre en 1977. (...) En 1982, Israël chassa Arafat pour Tunis mais l'espoir de Sharon de transférer le pouvoir politique aux chrétiens du Liban vola en éclats. Bachir Gemayel, chrétien et opposant de l'OLP, fut élu président du Liban en août 1982 mais assassiné trois semaines plus tard. Les chrétiens se vengèrent en massacrant les Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth. Cet épisode déclencha une vague d'indignation en Israël et à travers le monde. Une commission d'enquête israélienne détermina que Sharon aurait dû prendre des mesures préventives contre l'état d'esprit vindicatif des chrétiens. Il fut contraint de démissionner.

Begin, quant à lui, se sentait manipulé par Sharon et était tourmenté par la mort des soldats israéliens au Liban. Après le décès d'Aliza, son épouse bien-aimée, il sombra dans la dépression et finit par démissionner en août 1983. ■

**ENTRETIEN Emmanuel Navon****« Apaiser Poutine n'est pas réaliste »**

**AJ** À la lumière des « dilemmes » de la diplomatie israélienne, le politologue analyse le défi de la guerre russo-ukrainienne.

**Actualité Juive** Existe-t-il un champ de tension entre un certain atlantisme à tonalité néo-conservatrice, et un réalisme plus désireux de maintenir le dialogue avec Moscou ?

**Emmanuel Navon :** L'atlantisme est un réalisme parce que la Russie menace notre sécurité et notre liberté. Le réalisme, en géopolitique, c'est placer l'intérêt national au centre de la politique étrangère, fût-ce au prix de considérations éthiques. Comme je l'explique dans mon livre, la diplomatie en général et celle d'Israël en particulier crée souvent des dilemmes entre intérêts et principes. La position délicate d'Israël face à la crise ukrainienne en constitue un exemple



typique : d'un côté, Israël a intérêt à préserver en Syrie une liberté d'action aérienne qui dépend en partie du bon vouloir de la Russie ; de l'autre, Israël commettrait une faute morale en ne condamnant pas l'agression illégale et les crimes de guerre de Vladimir Poutine. Je ne nie pas l'existence de ce dilemme, mais je conteste l'idée selon laquelle apaiser Poutine constitue pour Israël un acte de réalisme – et ce pour trois raisons : 1) Israël peut agir en Syrie sans l'aval de la Russie,

bien que cela puisse créer des obstacles de taille (Tahal abattit des MIG soviétiques dans les cieux syrien et égyptien dans les années 1970, parfois dans les combats aériens entre pilotes israéliens et russes) ; 2) La Russie constitue pour Israël un adversaire géopolitique en dépit de nos relations diplomatiques (la Russie a fourni de la technologie nucléaire à l'Iran, elle a aidé l'Iran à contourner les sanctions américaines, et elle soutient l'axe chiite anti-israélien au Proche-Orient) ; 3) La Russie cherche à neutraliser, en tandem avec la Chine, l'allié stratégique d'Israël que sont les États-Unis (à l'instar de l'effort conjoint, dans les années 1930 et 1940, de l'Allemagne nazie et du Japon impérialiste contre « l'ordre anglo-saxon »). J'affirme donc que, pour Israël, s'opposer à la Russie constitue un acte à la fois moral et réaliste.

**L'OTAN retrouve-t-il son entière raison d'être après**

**la réintégration très récente de Recep T. Erdogan ?**

**E.N. :** L'OTAN n'a jamais perdu sa raison d'être parce que la Russie n'a jamais cessé d'être la Russie. Le fameux rapport qu'écrivit le diplomate américain George Kennan en 1946 (le « long télégramme ») est toujours d'actualité car la Russie est éternellement irrédentiste, agressive, et paranoïaque. Sans la fermeté du président Truman lors de la crise de Berlin et sans la création de l'OTAN en 1949, l'Europe occidentale eût été à la merci de l'impérialisme russe. La Russie a certes perdu la guerre froide mais de mauvaise grâce, et Vladimir Poutine s'est toujours fixé pour objectif de venger l'effondrement de l'URSS qu'il a qualifié de « pire catastrophe géopolitique du vingtième siècle ». Poutine est très influencé par le philosophe ultranationaliste Alexandre Douguine, qui veut rebâtir l'Empire russe et l'étendre à toute l'Europe. Face à une telle démesure, l'OTAN est plus vitale que jamais.

**Assiste-t-on à un relatif découplage entre Washington et Jérusalem ?**

**E.N. :** Non. Au contraire : au fur et à mesure que le monde se scinde entre démocraties et autocraties, Israël doit faire et fait son choix. Or ce choix nous rapproche des États-Unis. Ainsi avons-nous condamné la Chine sur le Xinjiang et la Russie sur l'Ukraine en dépit des risques économiques et stratégiques. Israël aurait tout à perdre de l'ordre (ou, plus exactement, du désordre) mondial auquel aspirent la Chine et la Russie. Pour faire face à un Iran nucléaire, ou au seuil de l'arme nucléaire, Israël ne pourra compter ni sur Beijing (Pékin) ni sur Moscou. Nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes et sur nos alliés occidentaux. ■

